

Bulletin du G.S.I

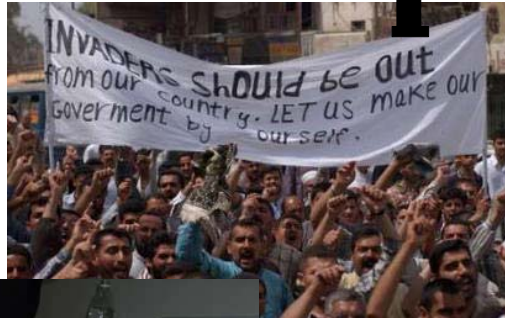
(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°48 - MARS-AVRIL 2003 - 2 EUR



L'Internationalist

Non à l'occupation !



Impérialistes hors d'Irak !

Sommaire du n° 48

- ✓ Troupes impérialistes hors d'Irak ! p.2
- ✓ Grève générale pour défendre nos retraites. p.4
- ✓ La lutte contre les immigrés prend son envol. p.5
- ✓ Israël-Palestine : les transferts ont déjà commencé. p.6
- ✓ Une saint alliance contre-révolutionnaire. p.6
- ✓ Tribune libre - interview de Mathieu, Président de la FSE-Paris 3. p.9
- ✓ LIT-QI - Manifeste. p.11
- ✓ LIT-QI - Déclaration. p.15

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) :
apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web:
http://perso.wanadoo.fr/apido.gsi/

Clôture rédactionnelle le
19 avril 2003

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Edito.

Troupes impérialistes hors d'Irak !

De la guerre et de l'occupation.

!! *Le camp de la paix et du droit international* contre *"le camp de la guerre et de l'unilatéralisme"* ou bien *"le camp de la liberté et la démocratie"* contre *"le camp des velléitaires et des pusillanimes"*, voilà, grosso modo, les deux axes qui structurent le débat du point de vue de deux secteurs de la bourgeoisie et de leurs relais dans le mouvement ouvrier.

La présentation "moralisatrice" de la guerre n'est pas une nouveauté, qui contribue à masquer les véritables raisons du conflit et ses buts. Cet enrobage idéologique, cette représentation inverse des rapports réels entre les classes, apporte en fait une justification à l'injustifiable.

Dès lors, il convient de définir quelles sont les motivations et les objectifs des deux "camps" en présence et de se prononcer clairement contre ce qui est, en réalité, une guerre coloniale, une guerre d'occupation motivée par des intérêts économiques, dans un cadre d'aiguïsement des affrontements inter-impérialistes.

Sauvages et barbares

Les premiers empires coloniaux se drapent de la volonté d'évangéliser les peuples "sauvages" ou "barbares". Plus tard, au XIXème siècle (la révolution bourgeoise étant passée par-là), les colonisateurs conquièrent le monde pour *"apporter la civilisation"* aux mêmes "sauvages" et "barbares". Depuis la chute du Mur de Berlin, la motivation morale de la guerre est tout trouvée : désormais, il faudra apporter "la liberté" et "la démocratie" aux peuples soumis à la sauvagerie et à la barbarie...

Que répondre quand sauvagerie et barbarie sont l'œuvre de dictateurs mis en place par les puissances impérialistes justement pour être sauvages et barbares ? On pourrait égrainer les exemples et énumérer le chapelet d'interventions impérialistes au XXème siècle : en dehors des deux guerres mondiales, la liste est longue.

Certains, défenseurs de l'Occident judéo-chrétien éternel, ont une réponse toute prête : avant, quand il fallait *"combattre le communisme"*, le soutien à des dictatures sanglantes se justifiait (quid du recyclage d'anciens nazis dans ces opérations ?). Mais

aujourd'hui que *"l'Empire du Mal"* (dixit R. Reagan) est à terre, il faut établir la liberté, la démocratie et combattre *"l'Axe du Mal"*, y compris par la guerre... *"Responsables mais pas coupables"* ? L'air est bien connu, mais ne serait-ce, plutôt, cet autre : *la fin justifie les moyens...*?

Quelles fins ?

De quelle politique cette guerre est-elle la continuation ? D'une politique visant à combattre deux dangers mortels pour le capitalisme. Le premier, la crise économique engendrée par la mondialisation, alors que cette dernière était présentée comme un moyen de surmonter définitivement les crises. La crise asiatique, débutée en 1997, a entraîné l'éclatement de la bulle spéculative autour des "nouvelles technologies". Elle a démontré le degré de corruption et de parasitisme absolus du système capitaliste et mis le doigt sur les contradictions explosives existant entre la spéculation et "l'économie réelle" : celle-ci "se venge", selon le mot de K. Marx.

Cette crise a montré aussi que la principale puissance impérialiste est un colosse aux pieds d'argile. Un colosse qui, chaque jour, doit emprunter 1,5 milliards de dollars¹ au monde et qui rembourse en monnaie de singe en manipulant le cours du dollar, unité de paiement international. C'est, là, un des moyens privilégiés du pillage impérialiste.

Le département US du trésor, à la pointe de l'orthodoxie ultra-libérale, est très strict pour ce qui est de l'application des règles... par autrui. Avec une balance commerciale et une balance des paiements en déficit chronique, un budget fédéral exceptionnellement excédentaire ces 4 dernières années, un taux record d'endettement des ménages, des sociétés et des administrations et un taux d'épargne au ras des pâquerettes, l'économie US n'est pas le moteur de l'économie mondiale, elle en est le boulet. Son taux de croissance, devant lequel s'extasiaient les ultra-libéraux, est en fait pondéré par la croissance réelle de sa population². Cette donnée masque, en réalité, une économie parasitaire au plus

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

haut point et, dans laquelle, l'armement tient une place de choix.

Pour une telle économie, l'issue est dans la conquête de nouveaux marchés, au détriment de ses concurrents (qui sont également ses alliés ou, plutôt, ses vassaux), ceux-ci cherchant le salut dans une issue semblable et dans les mêmes lieux : Afrique, Proche et Moyen-Orient... Ceci ne peut que générer des affrontements pour le contrôle des matières premières, le pétrole en tête mais, surtout, des affrontements pour le contrôle de nouveaux territoires qui empêcheraient l'émergence de concurrents commerciaux pour le siècle en cours. Il s'agit, en effet, d'une nouvelle période coloniale : "*promouvoir une hégémonie américaine mondiale*" (Projet pour un Nouveau Siècle Américain, Déclaration de principes³, 3 juin 1997 - bien avant le 11 septembre 2001, donc...).

L'issue se situe aussi dans une attaque brutale contre la classe ouvrière, pour lui faire accepter de nouvelles baisses de salaires, la fin de toute protection sociale et du système éducatif, la remise en cause des libertés démocratiques. Cette attaque est en cours dans l'ensemble des pays "pro" ou "anti" guerre (le cas de la France le démontre). Or, la classe ouvrière a montré dans la dernière décennie des capacités à résister à l'offensive de la bourgeoisie et, de plus en plus, une capacité à repartir à l'offensive... aux USA mêmes ! Voilà le second danger qui menace le système capitaliste, d'autant que cette montée du mouvement ouvrier a comme corollaire une montée du sentiment anti-impérialiste dans le monde entier. C'est cela que traduit le large et profond mouvement opposé à la guerre contre l'Irak.

Quels moyens ?

Le précédent du Kosovo finit d'éclairer les contradictions à l'œuvre : une intervention de l'OTAN qui s'était passée du Conseil de sécurité de l'ONU par crainte d'un veto russe. Intervention approuvée par un Chirac face au rejet, par S. Milosévić, d'un "accord de paix" imposant... l'ouverture de l'économie yougoslave, la présence des troupes de l'OTAN assurées de l'impunité et, donc, la fin de toute souveraineté !

Alors, le peuple serbe a eu droit aux bombes à fragmentation et aux obus à l'uranium appauvri, pour la bonne cause ! Que le fait de reverser Milosévić ait pu appartenir au peuple serbe, et à lui seul,

cela n'a pas effleuré un instant nos démocrates : *il y avait urgence humanitaire...* En Serbie comme au Kosovo, à un secteur maffieux devait succéder un autre, plus "ouvert".

Avec l'Irak, pays clé d'une région clé pour qui ambitionne une hégémonie globale, l'impérialisme US va beaucoup plus loin. P. Wolfowitz déclarant dès le 12 septembre 2001 qu'il fallait attaquer l'Irak, ses hommes de main feront campagne dans le même sens après les attaques à l'anthrax, et peu importe si l'origine du produit est américaine ! De l'anthrax de qualité militaire produit aux USA... en contradiction totale avec les traités prohibant de telles armes.

De même, Israël possède 200 têtes nucléaires et des missiles d'une portée supérieure à 2000 kilomètres. L'arsenal israélien, comme l'ancien programme irakien (réacteur Osirak détruit par un raid de l'aviation israélienne), sont les produits de la recherche et l'industrie de l'impérialisme français, grâce à de brevets... US (Westinghouse) !

En menaçant la Syrie, l'impérialisme envisage maintenant d'étendre son contrôle à ce pays, et au Liban, avec en ligne de mire l'écrasement par la force de la révolution palestinienne.

Troupes impérialistes hors d'Irak !

Les USA sont une grande démocratie respectueuse des minorités, la preuve : la principale conseillère du Président et le Secrétaire d'Etat sont Noirs et l'armée débarquée au Koweït est constituée à 28% d'hispaniques auxquels le gouvernement Bush refusait une carte de séjour définitive. Comme jadis les soldats français lancés en première ligne dans la sanglante bataille de la Somme étaient... africains.

L'armée US avec l'armée britannique ont été lancées dans le désert irakien. Le résultat est l'invasion de l'Irak, les milliers de morts militaires et civils, les atrocités sans nom, les destructions sans nombre, le pillage généralisé. Saddam Hussein a été renversé. Le peuple irakien, écrasé par la dictature pendant 30 ans, saigné par la guerre contre l'Iran et la Guerre du Golfe, affamé par plus de 10 ans d'embargo inique et lourdement bombardé pendant 3 semaines n'en restera pas là.

Les scènes (certes, limitées) de *liesse populaire*, pourtant organisées par les troupes d'occupation⁴ et savamment

prises en scène par la presse du milliardaire fascistoïde R. Murdoc, reflètent le manque d'enthousiasme des occupés. Tout comme les manifestations de protestation envers les membres du Conseil National Irakien autoproclamé, et financé par le département d'Etat, démontrent que les Irakiens ne sont pas prêts à accepter la présence des troupes impérialistes.

Entre-temps, les installations pétrolières ont été "sécurisées", le ministère du pétrole étant le seul bâtiment public protégé du pillage et de l'incendie par les troupes US. L'approvisionnement en eau, la production d'électricité ont été les cibles de destructions massives. Les hôpitaux sont laissés à la dérive, on opère sans asepsie, sans anesthésie, à la lampe à pétrole, pendant que les cadavres pourrissent dans les morgues. C'est la réalité de la guerre "packagée", humanitaire inclus et presse embarquée.

Le mépris dans lequel les impérialistes tiennent les peuples irakiens et kurdes éclate plus crûment quand, à Mossul, un policier irakien tire en l'air pendant l'arrestation de pillards. Immédiatement, et comme c'est la règle au Texas, les militaires américains installés en face, dans le palais du gouverneur, criblent la foule de tirs d'armes automatiques... Après avoir longuement hésité, le porte-parole de l'armée US vient annoncer au monde que "l'incident" avait fait *environ* 7 morts. Environ ! En réalité, plus du double, mais pour le Pentagone que vaut un mort irakien ou kurde ?

¹Soit environ 550 milliards par an, à rapprocher du budget militaire des USA pour les années à venir : 500 milliards !

²Si la croissance annoncée est de 5%, alors que la population s'accroît de 3%, la croissance *réelle* n'est que de 2%

³Ce document central pour les "néocons" est signé par une brochette d'ultra-réactionnaires dont Jeb Bush (frère de W., gouverneur de Floride), Dick Cheney (Vice-Président), D. Rumsfeld (Secrétaire à la Défense) et P. Wolfowitz (Adjoint de Rumsfeld). <http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>

⁴Ne déplaie aux "guerriers humanitaires", une armée présente sur le sol d'un pays qui n'est pas le sien, quelle que soit la raison de cette présence, est à proprement parler une armée d'occupation...

GREVE GENERALE POUR DEFENDRE NOS RETRAITES !

Ils étaient des milliers dans la rue.

C'est par centaines de milliers que les fonctionnaires grévistes sont descendus dans la rue le 3 avril pour défendre leur retraite, plus nombreux et plus déterminés que le 1er février, avec à leurs côtés des délégations de travailleurs du privé.

Massivement, les manifestants ont scandé à l'adresse du gouvernement le mot d'ordre : retraite à 60 ans avec 37 ans et demi pour tous, public comme privé. Ce mot d'ordre a été également adressé à la confédération CGT prête à l'abandonner, et qui l'a intégré in extremis dans son appel, lors du congrès, sous la pression des congressistes.

Le gouvernement reste sourd.

Le lendemain, M. RAFFARIN déclarait sur France 3 qu'il irait jusqu'au bout de son projet de réforme des retraites. Réforme devant permettre, selon lui, *de maintenir les grands principes de la répartition, qu'il s'agirait de sauver*. Et d'indiquer que rien ne viendrait contrecarrer le calendrier du gouvernement.

Les grandes lignes du projet de loi sur les retraites.

Augmentation de la durée de cotisation du public de 37 ans et demi à 40 ans d'ici 2008 pour les fonctionnaires ;

Mise en place d'une surcote : un «bonus» serait accordé aux fonctionnaires qui, à l'âge de 60 ans, auraient cotisé au moins 40 ans ! Il pourrait se chiffrer à 3 % par annuité supplémentaire dès 2004 !

Mise en place d'une décote : un «malus» pour pénaliser les fonctionnaires qui, au moment du départ en retraite, n'auront pas le nombre d'annuités nécessaires ou qui partiront avant l'âge légal de leur corps !

Allongement progressif de la durée de cotisation de l'ensemble des salariés à partir de 2009, durée qui évoluera en fonction de l'augmentation de l'espérance de vie.

Durcissement de la réforme Balladur (laquelle, si menée à son terme, abaissera

le niveau des retraites du secteur privé de 20% d'ici 2020). En effet, depuis la loi Balladur, dans le privé faut-il avoir cotisé 160 trimestres (soit 40 ans de cotisations) pour obtenir une retraite à taux plein. En cas d'annuités manquantes, le montant de la retraite est calculé au prorata de 150 trimestres. Désormais, le gouvernement entend proratiser sur 160 trimestres, ce qui entraînerait une nouvelle baisse des pensions.

Instauration d'une *retraite à la carte*, avec une majoration des droits au-delà de 40 ans.

Le gouvernement se refuse à envisager la moindre augmentation de cotisations, pour ne pas alourdir les charges des entreprises ni entraver leur compétitivité en réduisant le pouvoir d'achat des salariés. Cela ne l'empêcherait pas, parallèlement, d'inciter à l'épargne retraite individuelle.

De telles mesures, si elles voyaient le jour, aboutiraient à détourner des masses importantes de financement des régimes de retraite par répartition au profit de la capitalisation, ce qui les réduirait à des peaux de chagrin. Voilà comment RAFFARIN compte sauver la répartition.

C'est la politique de Bruxelles

En Allemagne, avec le vote d'une loi du 1^{er} janvier 2002 introduisant «une dose» de capitalisation, les retraites par répartition baisseront à partir de 2011, pour atteindre 68% du meilleur salaire en 2030, contre 70% auparavant. En Espagne, en juin 2002, les députés espagnols ont voté une loi autorisant un système de retraite à la carte. Elle devrait imposer le retour au travail de 600 000 personnes âgées de 60 à 64 ans et de 102 000 de plus de 65 ans. Les retraités *peuvent aussi compléter* leurs revenus par des fonds de pension qui leur verseront un capital, une rente ou les deux. **Sauf que, au cours des 12 derniers mois, la rentabilité de ces fonds a baissé de 5,8% !**

Le capitalisme compte nous faire payer bien cher une espérance de vie plus longue !

Ce que nous *proposent* BRUXELLES, RAFFARIN, CHIRAC..., c'est la baisse

généralisée des retraites par répartition pour justifier la mise en place des fonds de pension, formule conforme aux exigences des capitalistes (voir notre précédent article).

Il est clair que la campagne honteuse qui consiste à désigner les fonctionnaires comme nantis, campagne relayée par une Cour des Comptes découvrant des «régimes de faveur», n'a qu'un objectif : tenter de diviser pour mieux régner, faire main basse sur les retraites, amener tout le monde à travailler plus longtemps, avec des retraites plus basses, à condition de ne pas être licencié ou de ne pas mourir à la tâche avant.

Faire échec au gouvernement, mais comment ?

Vendredi 11 avril, les propositions gouvernementales auraient mis en colère tous les syndicats, y compris la CFDT. Mais tout le monde pense que le ministre du travail jouera la carte de l'apaisement lorsque, les 18 et 22 avril, il recevra les leaders syndicaux, ne serait-ce que pour rallier un syndicat à son projet. Néanmoins, FO a menacé les pouvoirs publics d'une riposte pouvant aller jusqu'à la grève interprofessionnelle et la CGT propose une manifestation nationale en mai.

Le MEDEF, quant à lui, critique la méthode du gouvernement. M.SEILLIERE estime notamment que : «à force d'attendre la solution, les gens sont de plus en plus concernés».

Dès le début, les intentions du gouvernement étaient claires et les organisations syndicales le savent parfaitement. Poussées par la base, elles parlent à nouveau de mobilisation. Cependant, si le gouvernement n'a pas reculé jusqu'à présent, il ne le fera pas après de nouvelles journées d'action, aussi massives soient-elles (même si démontrant que les travailleurs sont, plus que jamais, prêts à se battre pour conserver leurs acquis). En vérité, à ces journées d'action faut-il opposer le seul moyen à la mesure de l'attaque : la grève générale jusqu'au retrait de la réforme et pour imposer :

37,5 années de cotisations

(Suite page 5)

maximum pour tous !
Retraite à taux plein à 60 ans maximum !
Maintient des régimes spéciaux !
Non aux fonds de pension !
Non à la capitalisation !

Marinette

La lutte contre les immigrés prends son envol

Un premier vol à destination de Dakar et Abidjan, avec à son bord 54 "passagers" le 3 mars, 17 Chinois dans un autre vol à destination de Hong-Kong deux jours plus tard... Alors que l'industrie aérienne est au plus bas, Air Sarkozy prend tranquillement son envol, dans la quasi indifférence générale... Rien qu'à destination de l'Afrique, entre le 3 et le 25 mars, 194 personnes auront profité des charters "grand confort" du ministre de l'Intérieur. Prêt à tout pour vous faire oublier les menottes, le scotch aux chevilles et le matraquage qui précède l'embarquement, le personnel de bord pousse le service jusqu'à vous porter jusqu'à votre siège, et pour ceux que l'angoisse des voyages en avion rend un peu trop agité, le médecin de bord est là pour la petite injection de tranquillisants... Prix du billet (aller simple uniquement), quelques bijoux ou l'argent confisqué à l'arrivée en zone d'embarquement... Un tarif sans concurrence qui explique sûrement l'affluence en zone d'embarquement... Ainsi à Roissy le mois dernier, 500 personnes s'entassaient dans une zone de rétention prévue pour 300, dans l'attente d'un vol... Qu'elles se rassurent, le président de la compagnie promet au moins un vol par semaine.

Et la petite compagnie a le vent en poupe... D'autres groupes européens sont déjà intéressés par une participation croisée sur certaines destinations. D'ores et déjà, des vols franco-britanniques vers l'Afghanistan, franco-espagnols et franco-néerlandais vers la Bulgarie ou franco-allemand vers le Sénégal ont été expérimentés et sont appelés à se multiplier, tant la formule est rentable.

Plus sérieusement, à la faveur de la guerre contre l'Irak qui a monopolisé les attentions, le gouvernement a avancé sur la question de la maîtrise de l'immigration. Et la ligne suivie est limpide. "Nous disons que l'immigration zéro est une illusion. Ce que nous voulons, c'est le taux zéro de l'immigration clandestine" explique Raffarin. Ce qu'il ne précise pas, c'est que pour le gouvernement, l'immigration légale

devra bientôt se limiter à celle provenant des pays qui ont passé un accord de réadmission avec la France, comme la Bulgarie et la Roumanie. Des accords tellement iniques que seuls des futurs membres de l'Union Européenne peuvent se permettre d'y souscrire, en attendant leur intégration et la libre circulation pour leurs ressortissants. Pour les autres, comme le Mali, que Nicolas Sarkozy espérait convaincre de signer, il n'est même pas question d'en discuter. Qu'en dira la Chine que le ministre de l'Intérieur doit prochainement visiter ?

Pour l'immigration clandestine, Raffarin promet plus de fermeté. Comme si c'était la peine de le préciser, après cette vague de charters... Mais le gouvernement a encore quelques projets sous le coude. Ainsi Sarkozy devrait notamment proposer l'allongement de la période de rétention des étrangers en instance d'expulsion, qui passerait de douze à trente jours (le temps de trouver suffisamment de monde pour remplir l'avion), le renforcement du contrôle des maires sur les attestations d'accueil (qui pourront alors décider du nombre de personnes que peut accueillir un même appartement), et la prise d'empreintes lors de la délivrance d'un visa touristique. Ainsi un étranger entré en France avec ce type de visa pourra être identifié même s'il se débarrasse de ses papiers...

De même, la réforme du droit d'asile ferme un peu plus les portes de la France. Seul l'OFPRA sera désormais habilité à examiner les demandes d'asile, mais toutes les associations de défense des étrangers craignent que dans les faits la gestion du droit d'asile soit à la botte du ministère de l'Intérieur. De plus le gouvernement veut faire entrer dans le droit français les notions d' "asile interne" et de "pays sûr", qui permettent de refuser l'entrée du territoire à une personne *pouvant trouver protection* dans une région de son pays d'origine, ou dont le pays d'origine appartient à une liste de pays considérés comme "sûrs". Autant de mesures qui vont accroître le nombre de demandeurs d'asile arrêtés aux douanes et maintenus en zone franche dans les

aéroports dans l'attente de l'examen de leur dossier, et qui n'auront pas d'autre choix que d'embarquer sur les charters de Air Sarkozy une fois leur demande rejetée.

Même la réforme de la double peine grâce à laquelle Sarkozy espérait redorer son blason auprès des associations de défense des étrangers est un échec. Car passé les effets d'annonce, on se rend compte que la réforme en question est bien creuse. En refusant de rompre franchement avec le principe d'interdiction du droit français pour tenter de l'aménager, il laisse au contraire de larges zones d'ombre qui continueront de briser bien des vies... Ainsi, le rapport propose d'exclure de la double-peine les étrangers entrés en France depuis l'âge de 10 ou 13 ans, et ceux qui, vivant en France depuis plus de 10 ans, y ont fondé une famille.

Un étranger qui vivrait en France depuis 7 ou 8 ans en France et avec des enfants français pourrait être expulsé. De même, les malades ne seront pas protégés, pas plus que les conjoints de Français sans enfant ou les gamins entrés en France à 14 ans.

Pourtant malgré toutes ces mesures, l'immigration clandestine ne cessera pas, et ce tant que les pays riches continueront d'exploiter les plus pauvres. Nous pouvons déjà l'affirmer, cet acharnement à transformer l'Europe en forteresse aura pour seules conséquences de transformer la vie quotidienne en France de centaines de milliers d'immigrés (légaux ou clandestins) en un enfer où régnera l'angoisse et la suspicion, et de pousser les candidats à l'exode à employer des moyens toujours plus dangereux pour atteindre l'eldorado européen.

Pour l'abolition inconditionnelle de la double peine.

Pour la libre circulation des travailleurs sur toute la planète.

Stéphane

Israël - Palestine :

Les transferts ont déjà commencé.

Avec l'imminence d'une intervention impérialiste en Irak, et sans creuser plus loin sur les bénéfices que pourrait tirer Israël d'un "remodelage" américain du Moyen-Orient, les médias se sont "inquiétés" de ce que Israël pourrait profiter de la guerre en Irak pour mener à bien, en toute impunité, la politique de transfert, à savoir l'expulsion pure et simple des Palestiniens hors de leur terre, de préférence vers la Jordanie. Ce projet de transfert est lié à la conception sioniste du Grand Israël qui se traduit par une politique militaire et coloniale de conquête territoriale et de nettoyage ethnique. Loin d'être une solution marginale proposée par quelques extrémistes, le transfert est bel et bien l'une des deux voies possibles (l'autre étant le bantoustan) élaborées par le sionisme après 1967 pour "résoudre" définitivement la question des territoires occupés. Et Sharon ne cache pas qu'il se donne pour objectif de terminer la guerre de 1948 ! " *La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre* " (*Haaretz magazine*, 13 avril 2001).

Ainsi, il y a une certaine hypocrisie à vouloir faire accroire que ce projet raciste et colonial serait relancé, ou referait surface, dans le contexte de la guerre en Irak, contexte qui laissant les mains libres à Sharon pour accomplir la triste besogne. La politique d'expulsion et de privation de terre avait-elle jamais disparue ? Elle n'a

en tout cas pas attendu les frappes sur Bagdad pour se mettre en place. Les transferts ne sont pas une menace mais bien une réalité. Lors d'une émission télévisée, Leïla Shaïd, porte parole de l'OLP en France, répliquait à un journaliste qui lui demandait si elle craignait d'éventuels transferts à la faveur de la guerre en Irak, que les transferts avaient bel et bien déjà commencé.

La politique d'implantation coloniale, qui n'a jamais cessé de progresser, s'accompagne toujours d'un "nettoyage" des alentours, repoussant un peu plus loin les limites de l'état d'Israël, et acculant toujours les Palestiniens à s'entasser dans des espaces de plus en plus exiguës, dans des conditions toujours plus inhumaines. Des villages entiers sont vidés de leurs habitants ; des plantations sont arrachées, des cultures saccagées, des maisons détruites. Si ces pratiques de destruction ne suffisent pas, les colons, armés, utilisent la menace et l'intimidation pour faire fuir les villageois terrorisés. Hébron, Rafah, les exemples sont légion. Et dans ces opérations de spoliation, le bulldozer et le char font bon ménage. Le gouvernement appuie, organise et protège la colonisation et le nettoyage de zones entières contribuant ainsi à créer des populations d'exilés et de réfugiés.

De manière insidieuse mais permanente, loin des feux des médias (ceux-là mêmes

qui s'inquiètent d'un transfert massif !), Israël organise progressivement l'expulsion des Palestiniens de leur terre. Depuis le déclenchement de la seconde Intifada, l'occupation militaire quasi totale des territoires palestiniens, les massacres et la politique de destruction systématique de toutes les infrastructures ne font que faciliter l'exécution du projet.

Il y a quelques semaines, Abdel Hadi Hantash, un expert des colonies à Hébron et membre du Comité de Défense de la Terre (Land Defense Committee), déclarait à propos de la progression de la colonisation à Hébron : " Ces actes - accomplis au nom de la "sécurité" - font partie du plan israélien pour vider la zone de ses habitants palestiniens, en repoussant ces derniers vers des cantons isolés, pour leur permettre de contrôler toute la zone. Le problème est que le monde ne prête pas suffisamment d'attention à ce qui se passe ici ".

Contre la politique coloniale de l'Etat sioniste, vive la résistance du peuple Palestinien !

Pour une seule Palestine, laïque et socialiste !

Fabrice

Une sainte alliance contre-révolutionnaire.

Depuis que, il y a plus d'un an, les dirigeants du Likoud ont énoncé leur nouveau credo, selon lequel la France serait "le pire des pays occidentaux en matière d'antisémitisme", l'offensive s'est élargie, réunissant une nauséabonde Sainte Alliance de gens qui, peu de temps avant, auraient juré n'avoir rien en commun.

Un pas est franchi dans l'escalade quand, lors du dernier dîner annuel du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), son président, R. Cukierman, se lance dans un amalgame entre "verts", "rouges" et "bruns", taxés pêle-mêle d'antisémitisme. Le

représentant des Verts quitte ostensiblement le dîner. Publiquement sommé par O. Besancenot de la LCR, lors d'une émission de télévision, de retirer ces propos, R. Cukierman les maintient. La LCR et LO déposent une plainte.

Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France¹, qui à sa façon "diplomatique" participe, lui aussi, de cet amalgame, a beau chercher à relativiser la position de son gouvernement et déplorer que "les extrémistes clament leur extrémisme, sans doute parce qu'ils en sont inconscients. Les autres, c'est-à-dire l'immense majorité, chuchotent...",

le repli communautariste et sectaire qu'il a observé de près, s'est renforcé. Force est de le constater que repli et sectarisme se sont renforcés parce qu'alimentés par une campagne internationale, *consciente*, qui avance sur tous les fronts et vise trois objectifs.

Trois objectifs

Le premier objectif est de paralyser, moralement et politiquement, le mouvement ouvrier et ses organisations, y compris les plus "modérées"². En effet, le soutien aux peuples opprimés est un

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

des combats majeurs de la classe ouvrière et, précisément, dans le "conflit israélo-palestinien" l'essentiel de la classe ouvrière est aux côtés du peuple palestinien. Ce soutien, l'Etat oppresseur, Israël, doté actuellement du gouvernement le plus réactionnaire depuis celui de Shamir, ne peut l'accepter une minute de plus : il lui faut l'unanimité en Israël et hors Israël, un soutien "inconditionnel" à sa politique, chez les Juifs comme chez les non-juifs, exception faite des Arabes.

Alors que, en face, il existe une quantité énorme de documents, articles de presse, forums Internet, sites web, notamment celui de la LDJ (Ligue de Défense Juive, organisation interdite... en Israël), et d'autres plus "modérés", proclamant que "la patrie des Palestiniens, c'est la Jordanie", le second objectif est de préparer "l'opinion publique" au but depuis toujours proclamé par Sharon : "terminer la guerre de 1948"³, c'est-à-dire expulser totalement les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, et les "citoyens" arabes d'Israël, pour établir l'Eretz Israël jusqu'à la rive ouest du Jourdain, en attendant peut-être de réaliser le rêve de T. Hertzl (Carnets intégraux - Complete Diaries, Vol. II, page 711) à savoir, s'étendre de la rive droite "du fleuve égyptien jusqu'à l'Euphrate...", finalité du mouvement sioniste révisionniste fondé par Zeev Jabotinsky, père spirituel de Begin, Shamir et Sharon...

Le troisième objectif est de "préparer" les Juifs de France à l'émigration massive vers Israël, et surtout vers les colonies en Cisjordanie et à Gaza, pour servir de masse de manœuvre dans la phase d'expulsion des Arabes. La "négration de la Diaspora" - diaspora censée disparaître puisque les Juifs ont désormais un Etat où ils *doivent* tous s'installer - "l'impératif de l'alya", pilier de l'idéologie sioniste (mis en sourdine pendant quelques décennies), revient au premier plan, tout comme l'obligation d'employer uniquement des Juifs dans l'agriculture, le commerce, l'industrie et les services en Israël.

Cette politique est promue par l'extrême-droite israélienne, où l'ultra-sionisme religieux du "bloc de la foi" fait la loi, et par les filiales du Likoud à travers le monde (il existe un *Likoud-France* !). En un mot, depuis longtemps, Sharon considère que les Juifs de France n'ont rien à faire dans ce pays : on en connaît d'autres (mais ni à la gauche, ni à l'extrême gauche) qui pensent exactement la même chose, à propos des Juifs... et à propos des Arabes.

Une campagne abjecte de chantage et de terrorisme intellectuel

Les moyens les plus abjects sont utilisés, des campagnes publiques injurieuses sont lancées contre des personnalités juives accusées de renégats, y compris avec appels à la violence physique à leur rencontre. Les Juifs en général, ou même les sionistes modérés qui ne seraient pas d'accord avec Sharon, sont les premières victimes de ce chantage : il leur faut se plier aux injonctions des nouveaux inquisiteurs ou s'attendre à se voir traités d'antisémites.

Ainsi, à Paris comme à Tel-Aviv, ce sont les mêmes arguments : "*Je me suis trouvé en face d'Adam Keller, le porte-parole de Goush Shalom [le Bloc de la Paix, NDR] ; je lui ai dit : pendant la guerre, à Auschwitz, il y avait des Juifs qui servaient les Allemands, on les appelait les kapos, lesquels étaient plus horribles que les nazis eux-mêmes. Vous, vous êtes les nouveaux kapos de ce pays.*" (Samy Flatto-Sharon, en exergue de son interview à *Israël Magazine*, édition internationale, n°30, avril 2003).

Est-il nécessaire de rappeler que l'assassinat d'I. Rabin a été précédé d'une campagne, orchestrée par Sharon, où l'on représentait I. Rabin en uniforme SS ? Quant aux *goyim*⁴ qui ne se joignent pas à l'opération, et qui prétendent un tant soit peu critiquer la politique du grand démocrate Sharon, ils sont purement et simplement accusés d'antisémitisme et traînés devant les tribunaux.

Des tribunaux devant lesquels témoignent des intellectuels de renom, comme A. Finkielkraut, qui nous expliquait naguère⁵, fort justement, que la nation laïque doit être basée sur le contrat et non sur le particularisme ethnique ou religieux, qu'il fallait opposer *la culture à ma culture*... Mais aujourd'hui, toute honte bue, dans les faits il estime qu'il y a une notable exception : l'Etat d'Israël !

Pour notre part, en tant que marxistes nous continuons à estimer, avec Léon Trotsky et Abraham Léon, qu'Israël n'est pas une solution pour le peuple Juif. Nous proclamons, contre Sharon et Arafat, contre la LDJ, le Likoud et le Jihad islamique, le Hamas ou le Hezbollah, que la solution est un Etat palestinien laïque démocratique et socialiste, à égalité entre Juifs et Arabes, dans le cadre d'Etats-unis socialistes du Proche et du Moyen-Orient ! Un homme, une femme..., une voix ! Il n'y a pas d'exception à un principe.

La sainte alliance contre-révolutionnaire

Le 11 septembre 2001, pour certains, Samuel Huntington a accédé au rang de prophète. Le "choc des civilisations"⁶ qu'il avait "prédit" se déroulait sous nos yeux. Aux USA, comme un seul homme, l'extrême-droite chrétienne (traditionnellement antisémite, elle avait déjà entamé un rapprochement discret, mais constant, avec les ultra sionistes), annonçait la Grande Nouvelle au monde, par la voix de ses "télévangélistes" vedettes : juifs et chrétiens doivent s'allier pour barrer la route au complot arabo-musulman. Les télévangélistes, comme Billy Graham accusant naguère les Juifs de tous les maux, prêcheraient dorénavant contre les musulmans, avec égale fureur.

Pour autant, les antisémites ont-ils cessé de haïr les Juifs ? Non ! Mais antisémites et sionistes se sont trouvés un ennemi commun : les musulmans en général et les Arabes en particulier. Et les sionistes voudraient que tous les Juifs éprouvent aujourd'hui le même sentiment, ce qui est très loin d'être le cas (comme, réciproquement, c'est loin d'être le cas chez les Arabes vis-à-vis des Juifs).

Les ultra-sionistes ont accueilli les attentats du 11 septembre 2001 comme un bon moyen de justifier une offensive décisive contre les Palestiniens, et Arafat en particulier (voir l'Internationaliste n° 42 - *L'esplanade des mosquées ou pour comprendre pourquoi le processus de paix n'en finit pas de mourir*...). Les néo-conservateurs, eux, ont accueilli ces attentats comme un bon moyen d'imposer leur vision des choses et leurs "solutions" au peuple américain et au monde. Les deux "visions" convergent.

A Billy Graham a succédé son fils, Franklin. Pat Robertson, Jerry Falwell et d'autres ont tous suivi, les uns après les autres, le chemin qui amène des antisémites crasses à devenir les plus fervents promoteurs du soutien "inconditionnel" à l'Etat d'Israël. Les évangélistes ont appuyé Nixon en son temps. Plus tard, déçus par Carter (pour autant un des leurs), ils se sont lancés dans un soutien "inconditionnel" à Reagan, puis au clan Bush, surtout à un certain G. W., dont le philosophe préféré est Jésus-Christ !

Ce mouvement, initié dans les années 70 - alors que des milieux libéraux (progressistes) américains, y compris

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

juifs, émergeaient des personnalités comme I. Kristol et N. Podhoretz - a traversé rapidement l'échiquier politique vers l'extrême-droite, pour fonder avec d'autres le mouvement néoconservateur⁷ et devenir, aujourd'hui, le pilier de l'équipe de G. W. Bush.

Leur "Projet pour un Nouveau Siècle Américain" est clair. Les "néocons" considèrent Israël comme une pièce maîtresse de la politique étrangère US, non pas parce que "judéophiles" (au contraire même, pour certains), mais parce qu'ils voient l'alliance entre USA et Israël comme l'axe de défense d'une "civilisation occidentale", "judéo-chrétienne" menacée par l'Islam, le "monde orthodoxe" (la Russie) ou "confucéen" (la Chine), dans une dialectique conforme aux thèses d'Huntington.

Plus prosaïquement, ces gens-là escomptent qu'un tel "axe" devrait permettre à l'impérialisme US d'assurer son hégémonie et de régler à son profit, pour un siècle... au moins, les affrontements inter-impérialistes exacerbés depuis la chute du Mur de Berlin.

Puisque nous évoquons les "soutiens" de G. W. Bush, rappelons que la fortune de la famille remonte aux affaires de Prescott Bush, le grand-père de G. W. Cet ancêtre amassa les profits réalisés jusqu'à 1943 en tant que dirigeant de l'Union Banking Corporation, société fondée en 1924 par un membre éminent de la famille Thyssen. L'UBC fut pendant 20 ans une des principales passerelles de coopération entre le capital US et celui de l'Allemagne nazie. Aussi, en 1942, Prescott Bush fut décrit en public par le sénateur Harry Truman comme "approchant la trahison de par les bénéfices tirés de la machine de guerre Nazi."⁸ Lors de la liquidation de l'UBC, après la guerre, Prescott Bush encaissa encore 1,5 million de dollars. "A ceux qui ont beaucoup péché, il sera beaucoup

pardonné..." ?

De Washington à Paris en passant par Tel-Aviv

On aurait tort de croire que ces rapprochements en apparence contre nature sont limités aux USA. Une ligne politique antiouvrière et antidémocratique les structure, qui rassemble de par le monde ultra-libéraux (M. Friedman), paléo-conservateurs (P. Buchanan), néoconservateurs (Kristol et compagnie), mouvements religieux extrémistes et sectes millénaristes, ceux que l'écrivain américain N. Spinrad appelle les "ayatollahs chrétiens"... Ce rapprochement trouve sa traduction en France, où des gens en sont les porte-parole les plus représentatifs, comme A. Madelin, Ch. Million ou P. Lellouche, et beaucoup d'autres... on va le voir.

"Depuis 10 ans, la communauté juive s'est trompée de combat. Ce n'est pas Le Pen notre ennemi, mais la politique étrangère de la France." (Amiral Michel Darmon, Président de France-Israël, *Témoignage chrétien*, 6 juin 2002⁹).

Récemment, un magazine, caricaturant Chirac en Arafat, nous pond un dossier sur le thème : "Eurabia, l'islamisation programmée de l'Europe" où les rédacteurs nous expliquent que l'UE "finance l'islamisation de l'Europe" et "le terrorisme palestinien" et qu'elle organise depuis les années 70 l'implantation de millions d'immigrés "chargés d'imposer leur civilisation". Est-ce le *National hebdo* ou *Présent* ? Non, encore une fois c'est *Israël magazine* (numéro déjà cité).

Pour ceux qui n'auraient pas compris, R. Cukierman enfonce le clou entre les deux tours de la présidentielle en affirmant que le score de l'extrême-droite est "un message aux musulmans leur indiquant de rester tranquilles" (*Haaretz*, 22 avril 2002¹⁰). Laissons le mot de la fin à un représentant patenté de l'extrême-droite, qui en a toujours assumé l'héritage plein et entier, et ancien dirigeant du FN (dont

le président avait osé affirmer que les chambres à gaz étaient un détail de la seconde guerre mondiale) : "Face à l'intégrisme islamique, nous partageons des inquiétudes communes avec les organisations représentatives des Juifs de France." (Bruno Mégret, Président du MNR, *Le Parisien*, 28 août 2002¹¹).

Ni avec les antisémites, ni avec les racistes, notre place est avec la classe ouvrière !

Notre place est aux côtés des peuples opprimés, en Palestine comme ailleurs !

Vive la révolution socialiste !

¹ *Lettre ouverte aux Juifs de France*, Stock - Bayard, Paris, 2002

² Ainsi un P. Lellouche (UMC), sommant un J. Lang (PS) pathétique, de prendre position lors de l'émission de France 3, *France Europe Express* du 30 mars

³ Voir à ce sujet le très documenté *Détruire la Palestine ou comment terminer la guerre de 1948*. Tanya Reinhart, La Fabrique éditions, Paris, 2002.

⁴ Non-Juifs

⁵ La défaite de la pensée, Gallimard, Paris, 1987. Lire surtout le passage sur "La chaleur maternelle du préjugé" et la courte conclusion "Le zombie et le fanatique".

⁶ Ed. Odile Jacob, Paris, 1997

⁷ L'article d'Ibrahim Warde, "Il ne peut y avoir de paix avant l'avènement du Messie.", le *Monde Diplomatique*, septembre 2002, p.10 et 11

⁸ "Heir to holocaust.", Toby Rogers : http://www.clamomagazine.org/features/issue14.3_feature.html

Traduction française : Didier Erard, "La fortune des Bush entachée du sang des déportés." : <http://perso.cs3i.fr/do/index1.htm>

⁹ Tiré de D. Vidal, *Le mal-être juif - Entre repli, assimilation & manipulation*, Agone, Marseille, 2003, p.74

¹⁰ Idem, p.75

¹¹ Idem p.75

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 116 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Où en êtes-vous de la construction de la FSE P3 ?

La FSE paris3 s'est créée dans le courant de l'année dernière. Depuis le début nous avons grossi à plusieurs reprises. Lors de l'entre deux tours de l'élection présidentielle, nous avons refusé de donner une consigne de vote, car nous avons respecté le principe d'indépendance des syndicats vis à vis des partis politiques, tout en dénonçant la politique du gouvernement Jospin en matière d'enseignement supérieur: réformes ALEGRE(licences pro.), réformes LANG (ECTS, 3/5/8), politique de privatisation des CROUS, projet d'allocation d'autonomie, politique discriminatoire envers les étudiants étrangers. Nous avons gagné, à cette époque cinq nouveaux militants.

Depuis le début de l'année scolaire, notre action a essentiellement été un travail sur la portée et les implications des réformes en cours. Notre première action de l'année a été lors de la venue de L.FERRY à la Sorbonne. Nous étions une dizaine avec une banderole : "abrogation des ECTS (European Credit Transfer System)" alors que les cours n'avaient pas encore commencé.

Nous avons impulsé, dans le courant du mois de novembre, un comité de lutte pour l'abrogation des ECTS et du 3/5/8. Dans le cadre de ce comité, notre première action a été la participation à la manifestation du 26 novembre 2002 pour la défense du service public, à laquelle nous étions une soixantaine de Censier. Le comité, quant à lui, regroupait une quarantaine de personnes dont une quinzaine y participait régulièrement. Les membres les plus actifs du comité ont adhéré à la FSE.

Nous avons ensuite participé à la manifestation du 28 janvier 2003 de l'éducation nationale avec quelques membres du syndicat étudiant oxygène Paris 1, et ce dans l'optique de l'unification des syndicats étudiants de lutte au niveau national. Nous avions des banderoles : " abrogation des ECTS ", " Facs : Régionalisation =

Privatisation ". Dans la même logique nous avons participé aux élections des conseils centraux de Paris 4 (Sorbonne), où nous avons présenté une liste commune avec oxygène ; nous avons obtenu un élu.

Dernièrement nous avons effectué essentiellement un travail d'information sur les réformes (participations aux manifestations de l'éducation et du service public, réunions et tables d'information). Ces actions nous permettent de toucher un nombre de plus en plus important d'étudiants et d'élargir notre base de contacts et par conséquent de renforcer l'implantation du syndicat sur la fac. Nous pouvons désormais être présents sur plusieurs actions : travail contre les réformes et travail contre la

des mobilisations. Nous avons fait le lien entre la guerre en Irak et la guerre sociale dirigée contre les jeunes et les travailleurs. Comment un gouvernement peut-il défendre une position pacifiste et mener une véritable guerre contre les acquis et les droits des travailleurs ? De plus comment un gouvernement qui augmente les budgets de l'armée, de la justice et de la police et qui gèle le budget de l'enseignement peut-il être pour la paix ?

Alors que les Etats-Unis engageaient leur action militaire contre l'Irak, le gouvernement Raffarin inscrivait dans la constitution le principe de décentralisation, ce qui a été un pas de plus pour permettre de casser le code du travail et les conventions collectives. On peut d'ailleurs noter que le gouvernement Jospin avait procédé de la même manière entre les deux tours de l'élection présidentielle, en faisant passer les décrets d'application des ECTS et du 3/5/8.

Nous avons organisé une réunion débat le 27 mars, avec le titre : *Non à l'union sacrée*. Lors de cette réunion nous avons pu avancer sur des positions anti-impérialistes, en dénonçant les impérialismes américain comme français, qui ne cherchent qu'à protéger ou à

étendre leurs intérêts économiques et financiers. Le lien entre le sort du peuple palestinien et celui du peuple irakien, tous deux victimes de l'impérialisme, a été fait. Nous avons affirmé le droit des peuples à disposer d'eux mêmes et condamné l'entreprise coloniale des troupes anglo-américaines en Irak.

C'est sur ces bases que nous avons participé à toutes les manifestations contre la guerre en distribuant des tracts et en portant des banderoles dont les slogans étaient : " De l'argent pour l'école, Pas pour la guerre du pétrole " et lors de la manifestation du 29 mars 2003 : " Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ". Lors de cette dernière manifestation nous étions en tête du cortège ACG (Agir Contre la Guerre).

Un de nos camarades a également
(Suite page 10)



guerre.

Notre action syndicale a également permis l'inscription de plusieurs étudiants victimes de sélection illégale ou de discriminations parce qu'ils étaient étrangers.

Vous avez dû participer aux manifs contre la guerre en Irak : sur quelles bases avez-vous organisé la mobilisation ?

Le mouvement contre la guerre a été une de nos principales actions depuis le courant du mois de février.

A Censier un collectif ACG s'est monté. Ce collectif refusait de faire le lien entre la guerre et les problèmes sociaux et de parler d'agression impérialiste. Nous avons, quant à nous, refusé la position d'union sacrée qui faisait de J. CHIRAC un défenseur de la paix, et ce dès le début

(Suite de la page 9)

participé à la journée d'action contre la guerre qui s'est déroulée à Tolbiac le 3 avril.

De l'intersyndicale au projet d'unification, comment voyez-vous l'avenir ?

En France, il n'existe pas de structure nationale qui défende les intérêts des étudiants et qui soit capable de combattre la logique de privatisation des universités. C'est pourquoi depuis le début de l'année nous travaillons avec plusieurs syndicats

étudiants qui luttent contre la privatisation de l'enseignement supérieur et plus particulièrement contre les réformes ECTS et 3/5/8. Dans cette logique nous avons entrepris des rapports très proches avec le syndicat Solidarité Etudiante de Toulouse qui a mené un mouvement de près de deux mois contre ces réformes. Nous avons également participé à plusieurs actions avec le syndicat étudiant Oxygène Paris 1 : occupation du conseil d'administration de Paris 1, participation aux manifestations contre le démantèlement des services publics, liste commune à Paris 4 etc.

Au mois de février, Solidarité Etudiante Toulouse et la FSE Paris 3 ont lancé un appel pour l'unification des syndicats étudiants de lutte. Cette intersyndicale a permis de constater que nos analyses et nos pratiques convergeaient. Le processus d'unification est désormais lancé. Cette unification permet d'ouvrir une vraie perspective au niveau national pour doter les étudiants d'une réelle structure syndicale qui puisse défendre leurs intérêts. Un syndicat étudiant de lutte à échelle nationale est une nécessité, vu l'ampleur des attaques dirigées contre le service public d'enseignement supérieur.



Fédération Syndicale Etudiante
www.luttes-etudiantes.com

L'agression contre l'Irak est une attaque impérialiste. En effet, les gouvernements américains et anglais et leurs alliés veulent s'accaparer des richesses de ce pays dont les réserves en pétrole sont très importantes. C'est aussi un très bon moyen d'affirmer leur hégémonie économique, bref d'assurer par tous moyens la suprématie d'un système économique : le capitalisme. Comment pourrait-on croire alors que les dirigeants bellicistes veulent instaurer la démocratie et ainsi apporter la liberté au peuple irakien ? Leur but reste d'assujettir les peuples opprimés à leur domination économique et politique en installant des régimes à leurs bottes.

Cependant, depuis le déclenchement des bombardements, les armées anglo-américaines rencontrent une résistance conséquente de la part de l'armée irakienne ainsi que de la population. Les stratèges de la Maison Blanche croyaient non seulement qu'ils allaient être accueillis en libérateurs mais encore que le régime allait s'effondrer. Or, c'est tout le contraire, les médias sous influence militaire US nous distillent de manière parcimonieuse les chiffres des pertes sans établir une comptabilité globale. Les opinions publiques risqueraient encore plus de dénoncer la légitimité de cette agression commise envers un pays comme l'Irak qui menace en aucune façon la paix mondiale. Les inspecteurs de l'ONU n'ont cessé de démontrer que l'Irak ne disposait plus d'armes de destruction massive.

Des millions de personnes, jeunes, travailleurs unis, refusent cette guerre car ils sont conscients aussi que sous couvert de cette guerre « illégale » (car condamnée par la majorité des peuples, ce qu'on appelle la démocratie), une autre guerre, une guerre sociale se mène dans le but de détruire l'ensemble des acquis du mouvement ouvrier depuis plus d'un demi siècle.

En France, le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy mène une politique de casse du service public. D'une part, le projet de loi dit de décentralisation voté en Congrès le 17 mars veut détruire les fondements de la fonction publique d'Etat. Cela se traduirait pour les personnels de l'éducation par :

Une déterritorialisation de 110 000 postes d'ATOSS, de santé scolaire, d'accompagnement social, d'information et d'orientation, qui à la rentrée 2003-

«LE CAPITALISME PORTE EN LUI LA GUERRE COMME LA NUEE PORTE L'ORAGE.»

2004 "deviendraient des fonctionnaires territoriaux" (cache-sexe d'une privatisation massive de toutes ces missions de service public) ; Une déterritorialisation annoncée de l'ensemble des professeurs de lycées professionnels, au nom des nouvelles compétences de la région en terme de "bassin d'emploi" ; Une précarisation accrue de l'ensemble des personnels non-statutaires (les futurs assistants d'Education, les remplaçants de liste complémentaire non formés, etc.).

Ces attaques s'accompagnent d'un gel du budget du ministère de l'Education Nationale en terme de créations de postes, budget qui pour la première fois depuis près de 23 ans n'est plus la priorité de l'Etat.

Mais en continuité avec le gouvernement précédent, il veut mettre en application les réformes ECTS et 3/5/8 qui instaure une déréglementation des formations en développant le modèle d'une université à deux vitesses, l'une pour les étudiants des familles aisées bénéficieraient de diplômes sélectifs, coûteux et aux logiques rentables ; l'autre devrait se contenter de diplômes au rabais, déqualifiés, synonymes de chômage et de précarité permanente. Ces réformes s'intègrent dans les plans initiées par l'Europe de Maastricht. Des centaines de milliers d'étudiants se sont mobilisés à travers l'Europe pour dénoncer leur logique super-libérale. En France, des étudiants de Toulouse, Montpellier, Nantes, Bordeaux, etc se sont opposés par des actions de masse contre ces projets de réforme.

Pour les jeunes étudiants, le gouvernement actuel est un super-licencier. Cette politique se traduit par une suppression nationale de 5600 postes de Surveillants d'Internat et d'Externat et de 21 000 postes d'Aide-Educateurs (examen définitif au parlement le 25 Mars 2003) ; une suppression annoncée du statut des pions (les MI/SE : Maîtres d'Internat/Surveillants d'Externat) et des Aides éducateurs (les AE) qui est une catastrophe. C'est d'abord une attaque colossale contre le statut social de l'étudiant. Obtenir une place de pion, c'est actuellement le meilleur moyen pour des milliers de jeunes aux revenus modestes de s'assurer une vie décente sans devoir sacrifier, faute de temps, leurs études grâce à des conditions de travail privilégiées. Des générations de travailleurs ont pu ainsi mener à bien leurs études grâce à ce statut particulier, qui remonte à 1937. Quelques 50 000 jeunes de moins de 29 ans sont actuellement employés comme MI/SE (pions). Le ministère de l'Education Nationale entend remplacer ces postes par des "assistants d'éducation".

Un nouveau statut non réservé aux étudiants et moins bien payé, impossible à concilier avec la poursuite d'un cursus universitaire.

A cela s'ajoute la non reconduction du contrat de 20 000 Aides Educateurs et la mort des emplois-jeunes. Au total, il y aura plus de 25 000 personnels d'encadrement en moins dans l'Education nationale, du primaire au secondaire, dès la rentrée prochaine. C'est dire si ces mesures sont également préoccupantes pour notre système éducatif en général. Soit les collectivités locales prendront le relais de l'Etat pour assurer l'encadrement des élèves, soit celui-ci fera cruellement défaut. L'égalité devant l'éducation va en prendre un sacré coup !

En parallèle, ce gouvernement augmente significativement les crédits d'armement et de la sécurité (+13% pour le premier et + 5,8 % pour le second) D'autant plus que Sarkozy s'en prend aux immigrés en organisant des charters groupés pour les sans-papiers, cherche à rallonger les délais de rétention (prison pour les sans-papiers arrêtés par la police). Ils seraient portés à 30 jours pour expulser un grand nombre de sans-papiers.

Chirac et Raffarin sont deux frères siamois. Le premier aurait bien soutenu la guerre contre l'Irak avec l'accord de l'ONU, le second organise les mauvais coups s'attaquant directement aux acquis sociaux des jeunes et des salariés. Chirac n'est pas un « homme de paix », il a envoyé des troupes militaires en Côte d'Ivoire pour sauvegarder les intérêts français.

Nous ne devons pas cesser de nous opposer à cette agression impérialiste par des mobilisations de masse en exigeant :

L'arrêt des bombardements !
Aucune participation française (ni survol, ni base, ni soldat) !
Le retrait des troupes américano-anglaises d'Irak !
Le retrait des troupes françaises de Côte-d'Ivoire !

NOS REVENDICATIONS POUR L'EDUCATION :

L'abrogation de la réforme Lang-Ferry ;
L'arrêt de la privatisation des universités ;
Le Maintien du statut de MI/SE et titularisation de tous les Aides-Educateurs ;
Un réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur.

Le 29/03/03

Nous publions ci-dessous deux prises positions de notre Internationale, la LIT-QI, pendant cette guerre.

LIT-QI

Manifeste de la Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale

Pas de sang pour du pétrole ! Non à la guerre contre l'Irak !

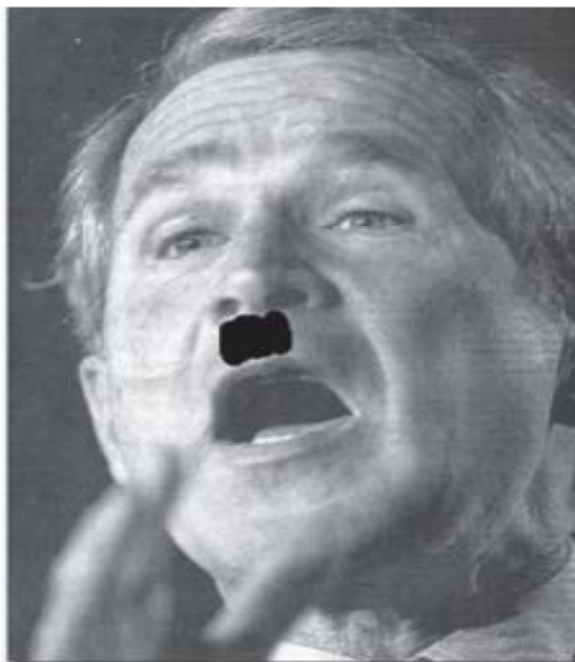
Dans la rue, dans les usines et les écoles, nous allons combattre l'impérialisme génocide !

Nous sommes à la veille d'une agression génocide de la plus grande puissance impérialiste de nos temps, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, contre un pays pauvre. Cette nouvelle guerre contre-révolutionnaire se développe selon les tendances de ce début du siècle XXI, marquées par la recrudescence de la politique impérialiste de pillage colonial à partir de la guerre en Afghanistan. La marche à la guerre contre l'Irak fait partie de la politique contre-révolutionnaire de George W. Bush, dont l'expression publique la plus claire est "la doctrine de la guerre préventive". Cette doctrine cherche à adapter la politique américaine aux besoins impérialistes, à un moment de crise économique qui s'approfondit : accélérer l'occupation des sources de pétrole et le contrôle absolu de la région stratégique du Moyen-Orient, dans le cadre d'une politique globalement recolonisatrice, en se basant sur l'utilisation sans réserve du pouvoir impérialiste pour contrôler les sources de richesse comme le pétrole et pour soumettre les peuples qui s'opposent à lui.

Entre-temps, le scénario pour cette confrontation met à nu un important changement depuis la guerre en Afghanistan : ces derniers mois, l'expérience des peuples a avancé partout dans le monde, avec cette nouvelle politique qui annonce chaque fois davantage de misère, de guerre et de massacres pour toute l'humanité. Pendant que la plus grande armée de la planète concentre de plus en plus d'avions, de navires et de soldats pour s'emparer de l'Irak par assaut et pour le coloniser, en massacrant la population irakienne, la dimension qu'a déjà prise la mobilisation mondiale contre la

guerre, ainsi que la conscience anti-impérialiste croissante dans tous les continents, rend possible un virage décisif dans la situation mondiale, au cours de la lutte contre la guerre, en stimulant la rébellion des peuples contre l'ordre dominant.

L'impérialisme veut faire de cette guerre un nouveau et important pas



dans son escalade de terreur contre les peuples. Ce n'est pas par hasard qu'au même moment on intensifie la pression sur le Venezuela en soutenant tout ce qui est putschiste, qu'augmente la répression contre le peuple palestinien, qu'on accélère l'ALCA et le Plan Colombie. Aux Etats-Unis même se multiplient les attaques contre les droits des travailleurs et des femmes et on attaque de front les immigrants, en particulier ceux d'origine arabe.

Les mensonges de Bush pour justifier l'attaque contre l'Irak

Le prétexte présenté pour cette guerre

par Bush et son équipe centrale, tous originaires du complexe "pétrole et armes", est la supposée "possession d'armes de destruction massive" par le gouvernement de Saddam Hussein. Le Secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a été chargé de présenter au Conseil de Sécurité de l'ONU, avec couverture de la TV, les supposées preuves de la possession de ces armes par l'Irak. Le texte de sa longue intervention a été tellement mal préparé que quelques jours après, il était déjà réfuté de manière ferme par des journalistes comme Robert Fisk et par l'ancien coordinateur de la commission d'inspecteurs de l'ONU, Scott Ritter. Il a été aussi démenti par des membres du service secret britannique - qui ont informé à la télévision anglaise qu'il n'y avait pas la moindre preuve d'une relation entre l'Irak et Al Qaeda. Le comble est que le dossier de Tony Blair même contre Saddam, utilisé par Colin Powell dans son rapport à l'ONU, était une énorme fraude, copiée en grande partie d'un texte d'un étudiant américain et basé sur des données de... il y a 12 ans !

Toutefois, la plus grande contradiction est que Bush et Blair parlent d'armes de destruction massive que l'Irak pourrait utiliser, alors qu'ils pratiquent depuis plus de dix ans une véritable destruction massive de l'Irak, à travers l'embargo commercial et la destruction des installations pharmaceutiques et de production d'aliments. On évalue à 500 000 le nombre de décès d'enfants de moins de six ans et à environ un million celui d'adultes, pendant ces douze années, à cause des privations innombrables résultantes du blocus et des bombardements incessants que les puissances impérialistes ont maintenus dans cette période. On parle de la "désobéissance" de l'Irak, mais personne ne mentionne Israël dont il est

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

prouvé qu'il dispose de bombes atomiques et qui occupe les territoires palestiniens, en violation de plusieurs résolutions de l'ONU, depuis plus de 35 ans.

Entre-temps, Bush et Blair promettent encore davantage de destruction et massacres : Donald Rumsfeld a menacé "de faire retourner l'Irak à l'âge de pierre" si le gouvernement de Saddam ne capitule pas totalement. Pour cela, ils sont prêts à utiliser leurs armes nucléaires et chimiques "à titre préventif". C'est-à-dire, pour prévenir une utilisation possible d'armes de destruction massive dont ils n'ont même pas prouvé l'existence, ils menacent le pays et la population de la région avec l'utilisation de tout le terrible arsenal d'armes de l'impérialisme, déjà utilisé précédemment à Hiroshima et Nagasaki, au Vietnam et dans les Balkans.

Un double objectif dans la guerre : le contrôle du pétrole et la modification de la carte du Moyen-Orient

Cette guerre, comme l'antérieure guerre du Golfe, a derrière les coulisses la décision impérialiste de garantir à tout prix le libre accès à une région qui garantit 60% de l'approvisionnement en pétrole de l'Occident ; mais la nouvelle guerre n'est pas une simple réédition de l'autre guerre du Golfe. C'est beaucoup plus que cela, parce que nous vivons à un autre moment : nous avons derrière nous deux ans et demi d'Intifada et une situation chaque fois plus difficile pour le principal soutien de l'impérialisme dans le Moyen-Orient, Israël. En 1991, Bush père demandait à Israël de ne pas intervenir. Actuellement la guerre contre l'Irak ne se limite pas à coloniser uniquement ce pays. Bush veut imposer son ordre dans toute la région, aujourd'hui fort instable et menaçant la principale réserve de pétrole du monde. L'aventure guerrière contre l'Irak inclut aussi une modification de la carte du Moyen Orient, ainsi qu'une nouvelle agression contre les droits de la Palestine. En effet, Sharon trame, avec le soutien de Bush, de profiter de la guerre pour expulser des centaines de milliers de familles palestiniennes des territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza vers la Jordanie.

Sharon prépare cette attaque et l'entraînement de ses soldats se fait conjointement avec des troupes des Etats Unis, sous prétexte que lui aussi

doit "éliminer le terrorisme". Il s'agit d'une guerre doublement contre-révolutionnaire, dans laquelle s'associent le principal impérialisme et l'état colonial d'Israël, dirigé par un criminel de guerre, pour éliminer deux foyers d'opposition, l'Intifada et l'Irak. Entre-temps, cette alliance peut avoir une surprise désagréable : malgré les régimes bourgeois corrompus et vendus aux capitaux américains, comme l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie, les masses du Moyen Orient manifestent de plus en plus leur indignation et leur rébellion et, en fonction du développement de la résistance des masses irakiennes et palestiniennes, la guerre peut délier des processus révolutionnaires dans toute la région. Voilà la peur des régimes comme celui de la Turquie, où 90% de la population n'accepte pas qu'on cède les bases militaires pour les opérations contre l'Irak ; voilà la peur des monarchies pétrolières ; voilà la peur de plusieurs dirigeants politiques de l'Europe et des Etats Unis.

Les alliés européens et le rôle de l'ONU.

La position des gouvernements comme celui d'Aznar ou de Berlusconi n'a pas besoin de beaucoup de commentaires. Ils supplient d'avoir une petite place dans l'entreprise, comme des vassaux qui attendent les miettes qui tomberont de la table du banquet de l'impérialisme dominant. La position des gouvernements de la France, de l'Allemagne et de la Russie peut confondre les moins informés : elle est le reflet, en premier lieu, des intérêts de ces bourgeoisies qui craignent les effets de la guerre parce qu'elles ont des investissements puissants en Irak et dans la région, qui pourraient être affectés par l'invasion et par la destruction des installations pétrolières ainsi que par le contrôle direct des Etats Unis sur le pays moyennant un protectorat (le plan de Bush et de Cheney). Voilà le motif d'une première objection contre la guerre immédiate et l'adoption de la résolution 1441.

Dans ce contexte, le caractère pro-impérialiste de l'ONU est clair. A vrai dire, l'ONU soutient et défend résolument l'application de la politique de l'impérialisme dominant, comme elle a fait lors des guerres précédentes, celle du Golfe et celle de l'Afghanistan, et comme elle a fait pendant douze ans en appliquant les sanctions contre l'Irak. L'ONU sait très bien que le motif de toute l'escalade américaine est le pétrole, mais elle a accepté les

mensonges et le prétexte de Bush et compagnie sur les "armes de destruction massive". Après avoir tourné un peu autour du pot, le texte du Conseil de Sécurité est pratiquement resté en accord avec ce que voulait le gouvernement de Bush, puisqu'il menace avec "de sérieuses conséquences" pour l'Irak, dans le cas où ce pays n'obéirait pas totalement et rapidement aux déterminations de l'inspection de l'ONU.

Certains secteurs de l'extrême gauche vont jusqu'à dire que l'ONU est une institution neutre et démocratique qui cherche à maintenir la paix : entre-temps, pendant qu'elle envoie des centaines d'inspecteurs en Irak pour chercher et éliminer les "armes de destruction massive", l'ONU ne fait rien pour inspecter et détruire les milliers d'armes de destruction massive dans l'arsenal américain, dont personne ne met en doute l'existence. De cet arsenal sont venues les armes chimiques utilisées par l'Irak contre l'Iran et les Kurdes quand Saddam était encore l'allié des Etats Unis. Pour se convaincre que l'ONU n'a rien de neutre dans cette guerre, il suffit de voir qu'elle accepte d'effectuer les missions d'inspection en Irak sans même exiger la cessation des bombardements de l'aviation anglo-américaine dans les "zones d'exclusion aérienne" au nord et au sud de l'Irak. En fait, l'ONU intervient dès maintenant en Irak pour préparer le terrain pour l'invasion des Etats Unis. L'effort de recherche sur l'infrastructure irakienne, qu'on met en carte pour mieux la détruire, garantit aux Etats Unis qu'en cas d'attaque, elle ne devra pas faire face à des armes qui peuvent menacer leurs troupes. Le rôle des inspecteurs est de servir d'espions qui signalent l'infrastructure et la désactivent ou la détruisent, tout en ne donnant aucune garantie à l'Irak que le pays ne sera pas envahi. Ils exigent de plus en plus de reculades au gouvernement de Saddam, en accord avec les pressions des Etats Unis ; la dernière action "neutre" de la commission de l'ONU a été rien moins que d'exiger que Saddam permette que des avions U-2 des Etats Unis puissent survoler le territoire irakien sans être attaqués, et cela quand le dispositif de guerre est déjà monté sur les frontières de l'Irak et que les bombardements sur l'infrastructure du pays continuent.

D'autre part, l'opposition massive de la population des pays européens fait que certains gouvernements aient besoin de présenter une position "pour la paix"

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

face à leurs ressortissants. Cette immense opposition populaire a fait que ces gouvernements "alliés" lancent la proposition d'une nouvelle ronde d'inspections et une nouvelle résolution de l'ONU en autorisant l'invasion seulement après les inspections. Ils se cachent derrière la position qu'ils acceptent la guerre... "dans le cadre de l'ONU".

Ces derniers jours est apparue une crise entre les Etats Unis et la France, l'Allemagne et la Russie autour de l'utilisation des ressources de l'OTAN pour soutenir la Turquie, et sur une nouvelle résolution de l'ONU. Ces gouvernements respectent en général l'hégémonie politique et militaire des Etats Unis, mais Bush est tellement impérial dans la défense de ses intérêts et dédaigne à ce point la volonté de ses alliés, que ceux-ci, face à une situation insoutenable, ont décidé de chercher une alternative qui médiatise l'invasion pure et simple et le protectorat des Etats Unis en Irak. Cette alternative du trio se base sur l'imposition progressive à Saddam d'un contrôle externe de l'ONU sous gestion européenne. Il s'agit d'une autre proposition impérialiste. Toutefois, cela a laissé Rumsfeld et Bush en colère puisque cela ne correspond pas au scénario original dans lequel les Etats-Unis contrôlèrent les puits pétroliers et le pays après l'invasion. Derrière cette fissure dans le front impérialiste il y a des intérêts bourgeois différents, ainsi que l'immense opposition des populations européennes à la guerre.

Le mouvement de masses doit profiter de cette division dans le front ennemi et renforcer sa mobilisation, mais il doit rester alerte face à de possibles manœuvres, puisque cette position est une opposition de gouvernements impérialistes et bourgeois, qui ne sont guidés que par les intérêts de leurs capitaux, et nullement par la "paix". S'il dépendait de ces gouvernements et de l'ONU, le sort du peuple irakien serait déjà jeté. S'il y a quelque part une force qui peut s'opposer à ce massacre annoncé, ou faire payer cher l'aventure à l'impérialisme, c'est la force du mouvement de masses, en particulier des pays européens et des Etats Unis.

Le rejet de la guerre : Bush perd la bataille pour la conscience

Bush et ses alliés ont déjà perdu un combat avant que la guerre n'ait

commencé : la bataille pour la conscience des peuples. Le rejet de la guerre par l'immense majorité de la population mondiale est un fait que même les moyens de communication complices sont obligés de reconnaître, et il affaiblit les gouvernements complices.

Les enquêtes font état d'un rejet de cette guerre comme il n'y a jamais eu, et cela même avant qu'elle ne commence. En France l'opinion contraire à la guerre se situe entre 70 et 80%, même s'il y a une résolution de l'ONU. En Espagne, l'enquête d'une chaîne de radio a donné 84% contre la guerre. Au Japon, c'est 79%. En Amérique Latine il y a une immense majorité contre la guerre et au Moyen-Orient encore davantage, même dans les pays alliés de Bush comme la Turquie (90%). Aux Etats Unis aussi le soutien à la guerre a diminué beaucoup, quoiqu'il y ait eu des oscillations à faveur après l'offensive publicitaire de Bush et de Powell. La quantité de personnes qui s'opposent à la guerre - et qui font l'une ou l'autre manifestation, des annonces à la TV, des clips d'artistes célèbres et même une manifestation nudiste dans le Central Parc - est en augmentation ; la force des mobilisations est de jour en jour plus imposante.

Actuellement, les grandioses manifestations européennes sont déjà supérieures à celles qui se faisaient à l'époque de la guerre du Vietnam. En Angleterre, en septembre, a eu lieu la plus grande manifestation depuis la II Guerre Mondiale. Aucune guerre du siècle dernier n'a commencé avec un tel degré de rejet par les populations des pays belligérants eux-mêmes, comme le montrent les immenses marches du Forum Social Européen de Florence en novembre 2002, ainsi que les marches à Washington et San Francisco le 18 janvier dernier.

Voilà pourquoi, l'organisation des mobilisations unitaires contre la guerre a gagné en force dans le mouvement ouvrier et étudiantin dans le monde entier. Voilà pourquoi la journée mondiale de lutte contre la guerre du 15 février peut être la plus grande journée internationale jamais connue ; des mobilisations sont convoquées partout dans le monde, soutenues par des centaines de milliers de personnes de la marche de Florence, par la coalition anti-guerre des Etats Unis et par les 100 mille personnes qui ont pris part au Forum Social Mondial de Porto Alegre au Brésil. Cette vaste unité est fondamentale pour arrêter les troupes ou

pour faire payer un prix très élevé aux gouvernements responsables des massacres.

Pour faire face à l'offensive impérialiste, il faut redoubler ces mobilisations, il faut transformer en actions l'indignation contre la guerre. Le mouvement ouvrier peut entrer avec ses formes typiques de lutte et toucher le centre nerveux de l'empire, en particulier en Europe où cette proposition est apparue dans le Forum Social Européen de Florence ; nous devons exiger des syndicats qu'ils convoquent à une grève continentale si les bombardements commencent. Chaque groupe de travailleurs peut effectuer des actions. Les syndicats, les commissions internes peuvent promouvoir des actions de rejet ; les travailleurs portuaires et ferroviaires peuvent effectuer des actions de boycott contre l'effort guerrier, comme cela s'est passé déjà en Grande-Bretagne ; les centres d'étudiants et les mouvements anti-globalisation peuvent stimuler et organiser la mobilisation contre les bases militaires, comme l'action en Torrejón en Espagne. Transformons le rejet à la guerre et à l'impérialisme en des actions vigoureuses des masses !

La paix n'est possible qu'à condition de mettre l'impérialisme en échec

La guerre concentre en forme condensée tous les problèmes, de sorte qu'il n'est pas possible de se dérober aux définitions plus fondamentales. Lors du III Forum Social Mondial, convoqué il y a peu sous le drapeau "Pour la Paix Mondiale", il y avait cette contradiction : les marches réalisées avaient comme centre la paix. Il faut dire clairement à tous les travailleurs du monde que pour avoir de la paix il faut mettre en échec le responsable de la guerre, l'impérialisme. Dans ces manifestations, en plus de dénoncer à ceux qui ont le droit sur la détente des armes, il est nécessaire de combattre ceux qui sont d'accord pour "accepter l'invasion quand elle sera faite sous le drapeau de l'ONU".

L'ONU n'est pas un parlement mondial démocratique ou neutre, mais une institution au service de l'impérialisme, qui a approuvé la politique des sanctions et des bombardements sur l'Irak pendant 12 ans et dont les missions servent à préparer le terrain pour, ou à donner une "approbation" à l'action génocide de Bush, Blair et

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

Sharon. Quoi qu'en disent les inspecteurs, ils agissent comme véritables espions ; il n'y a aucune justification pour cette invasion. Avec ONU ou sans ONU, non à la guerre !

A bas les gouvernements complices du massacre ! Exigeons des gouvernements qui parlent de paix qu'ils rompent avec ceux qui vont à la guerre !

Chaque gouvernement doit être placé devant l'alternative inéluctable: ou bien il soutient ceux qui massacrent ou il se dresse contre eux. Pour les gouvernements vassaux qui soutiennent la guerre que leurs populations n'acceptent pas, il n'y a un mot : dehors ! Aznar, Berlusconi, Blair sont des complices du massacre et doivent s'en aller ! Qu'on ne permette pas l'utilisation des bases de l'OTAN en Europe ni qu'on envoie des troupes pour soutenir l'entreprise coloniale !

Certains gouvernements européens, de la région du Moyen Orient et même de l'Amérique Latine, qui se disent de gauche, parlent de la guerre comme quelque chose "d'inévitable" ou comme un thème qui ne les concerne pas. Tout au plus la considèrent-ils comme une catastrophe dont on regrette les pertes et qui va faire augmenter le prix des combustibles. Le nouveau président de la Banque Centrale du gouvernement de Lula, Henrique Meirelles, en parfaite syntonie avec Wall Street et Davos, parle "d'encourager une guerre victorieuse et rapide". C'est-à-dire qu'il encourage les Etats Unis pour qu'ils obtiennent rapidement leurs buts de colonisation, même au prix d'un massacre tellement profond qu'il réduit l'Irak en poussière !

Il faut dire au mouvement ouvrier, paysan et des jeunes qu'ils sont concernés par cette guerre, autant que l'Irak et les peuples arabes. Cette attaque de Bush contre l'Irak a la même logique que les attaques contre les peuples du monde entier, contre les droits des travailleurs de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique latine ; elle a la même logique que l'implantation de l'ALCA et le pillage à travers la dette externe. Ce qui mène l'impérialisme à dépenser des centaines de milliards de dollars en déplaçant une telle quantité de troupes et d'armes terribles pour une agression coloniale, c'est son besoin permanent de piller les peuples. N'importe quel gouvernement qui s'excuse de prendre position publiquement et qui continue à

payer la dette externe et à honorer les contrats avec le FMI comme si cela n'avait rien à voir avec la guerre, est complice et est en train de préparer sa propre population pour payer le prix de l'aventure impérialiste.

Pour la rupture immédiate des relations avec les Etats Unis en cas de guerre ! Suspension des paiements de la dette externe qui vont nourrir les armées de Bush ! Rupture des négociations de l'ALCA !

Pour mettre en échec l'impérialisme et sa stratégie d'agression, il faut faire face au plan génocide du gouvernement de Sharon, de liquidation des aspirations



palestiniennes. Il faut donc, dans cette campagne contre la guerre, arborer aussi le drapeau de la lutte pour la libération de la Palestine et de soutien à l'Intifada, en démontrant que l'objectif de Bush est le même que celui de Sharon et des sionistes. Il faut soutenir la révolution palestinienne et dénoncer la situation à laquelle Israël soumet les Palestiniens comme faisant partie de la guerre de Bush contre les peuples ; il faut soutenir la campagne pour la liberté des prisonniers politiques, comme Abla Sáadat, l'épouse du secrétaire général du FPLP faite prisonnière en essayant de concourir au Forum Social Mondial de Porto Alegre, ainsi qu'environ 5 000 palestiniens qu'Israël maintient en prison. Il faut aussi stimuler le boycott organisé contre des entreprises comme

Caterpillar, Sara Lee, Coca Cola, etc., qui soutiennent Israël avec d'importants investissements et l'approvisionnement en bulldozers et en armes.

Vive l'Intifada ! Pour la libération de la Palestine !

Actuellement, toute action unitaire organisée contre la guerre a un rôle très progressif parce qu'elle fait face objectivement aux plans impérialistes. Aujourd'hui l'essentiel est d'arrêter la guerre et nous pouvons synthétiser cela dans des mots d'ordre comme *Non à la guerre ! Les troupes impérialistes hors du Moyen Orient !* Toutefois, il y a déjà une discussion avec ceux qui disent "ni Bush ni Saddam" ou comme on a vu dans le Forum de Porto Alegre, "aucun fondamentalisme". A partir du moment où les troupes envahissent l'Irak, cette politique du 'juste milieu' se transforme en une approbation à l'invasion par la voie de l'omission. Nous sommes conscients que le fait que Saddam soit un tyran qui opprime son peuple et les minorités, crée une méfiance justifiée dans les actions de ce dictateur, une méfiance dont profite l'impérialisme. Cet appel hypocrite de l'impérialisme, qui a soutenu Saddam il n'y a pas si longtemps, fait écho dans plusieurs courants qui se disent de gauche, dans le sens d'une prétendue neutralité entre les deux camps. Sur ce point il faut être bien clair : si Bush triomphe, la dictature que souffrira le peuple irakien sera bien pire, ce sera un protectorat au service des multinationales pétrolières, commandé par un général américain. Il ne peut y avoir des ambiguïtés dans ce domaine :

nous sommes inconditionnellement du côté de la nation attaquée, contre l'impérialisme. En cas d'agression, nous serons du côté militaire de l'Irak, contre l'impérialisme, sans que cela signifie le moindre soutien politique au gouvernement de Saddam.

Les mouvements sociaux du monde entier ne peuvent choisir qu'un camp dans cette marche à la guerre de Bush : du côté du peuple irakien, contre la bête impérialiste !

Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale
São Paulo, 12 février 2003

www.litci.org
lital.be@wanadoo.be

**Avec le peuple irakien !
Contre l'impérialisme !**

Les Etats-Unis d'Amérique, la plus puissante machine de guerre de l'impérialisme, entament une fois de plus une entreprise de génocide contre le peuple irakien. C'est une guerre d'occupation et de destruction contre un pays qui n'accepte pas d'être transformé en colonie. L'impérialisme déclare la guerre aux peuples du monde, pour imposer son ordre néo-colonial, et reçoit en réponse une des plus grandes mobilisations anti-impérialistes de l'histoire.

L'arrogance impérialiste ne connaît pas de limites. Avant que la guerre ne finisse, l'administration Bush a déjà partagé l'Iraq et distribué le butin de guerre entre les entreprises de la clique dirigeante. Alors qu'elle sème la terreur, la mort et la destruction, Bush affirme que l'armée d'occupation sera reçue avec "joie". Entre-temps, le monde assiste et participe à la résistance héroïque du peuple irakien.

Le capital bouge au rythme de la guerre. Ainsi, les actions en bourse montent ou baissent selon le nombre de victimes causées par les milliers de tonnes de bombes jetées sur Bagdad. Le capitalisme révèle son essence : il se nourrit de la vie des milliers hommes, femmes et enfants qui meurent soit sous les bombes américaines, soit sous la misère et la faim provoquées par l'exploitation impérialiste en temps de "paix".

Cette guerre coloniale est l'expression de la soif insatiable du système capitaliste et du parasitisme impérialiste en décadence qui, à travers la guerre, passe du pillage économique à la piraterie. C'est là une guerre contre les peuples de la planète, initiée en sol irakien mais qui prolifère dans les rues et les villes du monde entier. Et son résultat n'est pas écrit d'avance. Des millions dans la rue contre l'impérialisme.

Nous saluons les millions de manifestants qui descendent dans les rues des Etats Unis et de toute l'Europe. En touchant le cœur de l'ennemi dans sa

propre arrière-garde, ils deviennent une des armes les plus importantes de cette guerre. Ces manifestants sont la preuve vivante du grand mensonge, lancé par la presse impérialiste, selon lequel ces gouvernements agiraient au nom de leurs peuples. Ainsi, il devient clair pour tout le monde que ces gouvernements agissent, en réalité, en fonction d'intérêts mesquins : les plans de pillages de leurs entreprises.

Dans les pays impérialistes, la lutte des masses contre la guerre est également une lutte contre leurs propres gouvernements. Les millions de personnes qui descendent dans les rues, en Europe, montrent que l'ennemi principal est à la maison. Le spectaculaire courant de solidarité internationaliste qui s'exprime dans la rue doit continuer et s'approfondir, jusqu'au renversement de ces gouvernements qui, avec la destruction de l'Iraq, veulent avancer dans la destruction des conquêtes sociales.

Comme un traînée de poudre, les mobilisations s'étendent aux peuples soumis à la domination impérialiste.

Les grandes mobilisations qui se développent dans les pays du Moyen-Orient (et la répression consécutive, déchaînée par les dictatures de la région, fantoches de l'impérialisme), peuvent et doivent se transformer en lutte de toutes les masses arabes contre leurs propres gouvernements. Ces gouvernements, pris en otage entre les grandes actions des masses et leur fidélité au maître impérialiste, répriment et essayent d'empêcher le développement des mobilisations. Car la lutte contre la guerre coloniale en Iraq est aussi la lutte contre chacune des dictatures pro impérialistes de la région.

De même, mobilisations et haine de l'ennemi impérialiste se développent chez les peuples dominés de l'Amérique Latine et, en tant que peuples dominés, ils s'unissent au peuple irakien. Dans le continent latino-américain, la guerre coloniale menée par l'impérialisme s'exprime, à l'heure actuelle, à travers

le projet de la ZLEA (ALCA). Renforcer la lutte contre la guerre en Iraq est aussi renforcer la lutte contre la colonisation en Amérique Latine, tâche qui doit être assumée de manière consciente par les organisations des travailleurs.

**Les Etats Unies ont perdu la
bataille des consciences.**

L'immense machine de publicité impérialiste a été incapable de gagner la conscience des masses à son entreprise de génocide, ce qui est déjà une grande victoire. Le caractère colonial évident de cette guerre nous impose de ne pas arrêter notre lutte aux résultats militaires de l'agression contre l'Iraq. Car le projet impérialiste est de transformer le pays en protectorat américain et la guerre est au service de cette politique.

L'accord entre impérialismes, au sein de l'ONU, était de soumettre l'Iraq par la faim. L'ONU a fait son travail en désarmant l'Iraq, en détruisant son infrastructure industrielle, en le soumettant à un blocus qui a mené plus d'un million de personnes à la mort. La résistance du régime de Bagdad, ainsi que des intérêts contradictoires vis-à-vis de la recolonisation, expliquent la division qui règne entre impérialismes, division exacerbée en outre par l'action des masses.

L'impérialisme français, qui laisse filtrer une petite allure "pacifiste", cherche à garantir ses intérêts en combattant pour un "protectorat multilatéral". Cependant, ce n'est pas pour un tel objectif que des millions de personnes descendent dans la rue en Europe. La lutte contre la guerre doit être de plus en plus la lutte contre le projet colonialiste. Projet dans lequel l'Iraq, à travers cette entreprise de terreur, constitue la première victime.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) appelle à élargir notre lutte contre la

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

guerre coloniale, à la lutte contre l'occupation et la recolonisation de l'Iraq, que l'occupation et recolonisation soient menées sous le drapeau de l'aigle impérialiste américain, ou sous le drapeau de ce repère de bandits que sont les "Nations Unies".

Nous devons et pouvons transformer ce soulèvement mondial anti-impérialiste en lutte consciente contre la guerre et la recolonisation au Moyen-Orient et dans tous les continents. La guerre contre l'Iraq est la continuation, par les armes, des plans appliqués dans chacun des pays dominés par l'impérialisme, plans qui causent chaque jour autant de victimes que celles que nous voyons, en concentré, sous l'horreur de la guerre.

La croissance de la conscience anti-impérialiste, partout dans le monde, met à l'ordre du jour la possibilité d'organiser une défaite profonde des objectifs politiques de l'impérialisme et de son entreprise en Iraq. La résistance héroïque du peuple irakien montre au monde que cette lutte ne se terminera pas avec l'occupation militaire de l'Iraq.

Seules garanties de victoire, l'avancée de la conscience internationaliste et la continuité des mobilisations. Celles-ci peuvent et doivent assumer différentes formes : depuis les grandes mobilisations de rue et le boycott des produits des entreprises impérialistes, jusqu'à la grève générale dans ceux des pays où la polarisation sociale contre le gouvernement crée les conditions pour cette tâche.

Il n'y aura de paix qu'avec la défaite de l'impérialisme.



Il ne peut pas y avoir de paix si l'Iraq est transformé en colonie des Etats Unis. De notre part, nous combattons pour la paix dans un Iraq souverain, où le peuple irakien décidera de son propre destin. Voilà pourquoi, avec tous les moyens à notre portée, nous devons nous battre pour la défaite des Etats Unis dans cette guerre coloniale.

Bien qu'étant la direction la moins indiquée pour combattre l'impérialisme, la dictature de Saddam est à la tête d'un pays attaqué par la machine militaire la plus puissante de l'histoire. Une victoire de l'armée d'occupation imposerait, au peuple irakien, une dictature encore plus sanglante que celle de Saddam. Les Kurdes et les minorités religieuses seraient opprimés davantage, par un pouvoir beaucoup plus fort et encore plus cruel.

Nous considérons les victoires du peuple irakien dans le champs de bataille - chaque destruction de tank yankee, chaque embuscade contre l'armée d'occupation - comme les nôtres.

Notre grande tâche est de continuer à affaiblir la machine de guerre de l'impérialisme. Une partie de cette tâche est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent Bush dans cette entreprise de génocide. A bas Blair, Aznar et Berlusconi! Il faut également démasquer l'immense majorité des gouvernements qui se disent contre la guerre mais qui ne bougent pas un doigt contre les Etats Unis. Nous devons exiger de chacun d'eux la rupture diplomatique et commerciale avec les Etats Unis. Assez d'hypocrisie! L'heure des déclarations a été dépassée par l'action de l'armée américaine. Rompez immédiatement les

relations avec le gouvernement Bush, organisateur de génocide !

C'est aux masses populaires, et non pas à l'impérialisme, de changer la carte politique du Moyen-Orient à travers la lutte contre les lâches monarchies agenouillées devant l'impérialisme et complices de la guerre de recolonisation. Les masses populaires doivent exiger de leurs gouvernements le soutien à la résistance du peuple irakien. Des armes et des hommes pour la résistance!

Les pays dominés par l'impérialisme ne doivent pas continuer de payer une dette externe servant à financer des missiles pour massacrer le peuple irakien. Exigeons des gouvernements des pays dominés qu'ils ne financent plus le massacre. Suspension du paiement de la dette externe et des relations diplomatiques et commerciales avec les Etats Unis!

Transformons notre haine et indignation dans une lutte consciente contre ce régime impérialiste de terreur et de barbarie.

Avec le peuple irakien contre l'occupation impérialiste !

Yankees hors de l'Iraq !

24 mars 2003

Ligue Internationale des Travailleurs -
Quatrième Internationale
<http://www.litci.org/>
<http://perso.wanadoo.fr/apido.gsi/>

